

Avril 1988

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO
5. LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES
PROBLÈMES SPÉCIAUX DE L'AFRIQUE

Un environnement économique mondial qui reste difficile met en lumière à la fois les réalités et les défis de l'interdépendance entre pays développés et en développement. L'étendue et la complexité de ces relations ont été discutées lors des derniers Sommets.

Aux yeux du Canada, un apport substantiel et accru de ressources de l'extérieur aux pays en développement est la clé de la croissance et du développement de ces pays. Le programme canadien d'aide au développement est considérable et, comme l'indique la nouvelle stratégie gouvernementale de l'aide, prendra de l'ampleur à l'avenir, pour atteindre 0,6 % du PNB en 1995-1996 et 0,7 % en l'an 2000. Le Canada souhaite que les institutions financières internationales jouent un rôle énergique, notamment le FMI et le Groupe de la Banque mondiale, pour faciliter les apports de ressources vers les pays en développement. Il encourage une plus grande coopération et coordination entre les institutions de Bretton Woods, ainsi qu'entre ces dernières et les pays qui offrent une aide bilatérale afin que des ressources soient acheminées de la manière la plus efficace vers les pays en développement et que ceux-ci obtiennent les meilleurs conseils possibles aux fins de l'élaboration de leurs politiques.

La position du Canada reflète l'engagement de longue date des Canadiens envers l'aide au développement international et la coopération. Elle traduit en outre la conviction que la coopération multilatérale à l'égard des questions économiques est indispensable à la croissance économique, tant dans les pays développés qu'en développement. Le gouvernement canadien estime en particulier que la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales offre un moyen d'assurer la croissance mondiale grâce à la libéralisation des échanges et que tous les pays, y compris les pays en développement, en retireront des avantages.

Le développement des pays les plus pauvres, particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne, reste un processus à long terme particulièrement difficile. On s'accorde à reconnaître qu'il est indispensable de faire preuve de patience, d'énergie et d'imagination pour mettre en place et soutenir un niveau acceptable d'infrastructure pour le développement. Dans bien des cas, une importante réforme des politiques économiques est nécessaire pour qu'il y ait ajustement, afin de favoriser la croissance.